



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Lattes - Création du réseau d'eaux pluviales du quartier de la Céreirède - Dossiers réglementaires - Approbation - Autorisation de demander le lancement de l'enquête publique

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Afin d'améliorer la gestion des eaux de pluies sur le quartier de la Céreirède, la Commune de Lattes avait lancé en 2008 une mission de maîtrise d'œuvre dans l'objectif de réaliser un réseau pluvial structurant à l'échelle du bassin versant de la Céreirède dimensionné pour gérer sans débordement des événements de période de retour 10 ans. Il comprend la création d'un exutoire pour le rejet des eaux dans le Lez, de deux branches de fossés d'eaux pluviales et d'un bassin d'écêtement des eaux pluviales avant rejet dans le Lez

Les premières études d'avant-projet avaient permis de définir les ouvrages à réaliser, qui ont ainsi pu être pris en compte lors de la conception et de la réalisation des différentes infrastructures lourdes traversant depuis le quartier. Ainsi, l'exutoire de rejet des eaux dans le Lez a été réalisé en 2010 lors du chantier de confortement des digues du Lez, le coût des travaux ayant été supporté par la Commune de Lattes, compétente à cette époque en matière de gestion des eaux pluviales. Les ouvrages de transparence hydraulique des remblais du déplacement de l'autoroute A9 et du Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM), notamment ceux prévus pour le futur réseau pluvial ont été réalisés et financés dans le cadre de ces chantiers.

En 2017, Montpellier Méditerranée Métropole devenue compétente en la matière, a fait actualiser l'avant-projet. Par délibération n°15148 du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé cet avant-projet pour un montant de 1,86 M € HT et a approuvé le dossier d'enquête préalable à l'autorisation au titre des articles L.214-1 à 6 du Code de l'environnement (loi sur l'eau). Le montant global de cette opération, y compris acquisitions foncières est estimé à 2 M € HT.

Depuis 2018, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit les études de conception des aménagements en optimisant notamment les emprises foncières nécessaires à la réalisation des travaux. A la suite des différents échanges avec la plupart des propriétaires fonciers, il s'avère nécessaire de déclarer d'utilité publique et d'intérêt général les futurs aménagements hydrauliques. Ces procédures administratives permettront à Montpellier Méditerranée Métropole d'instaurer des servitudes et faciliteront l'obtention de la maîtrise foncière, au besoin par voie d'expropriation, pour la réalisation des travaux.

Ainsi, il y a lieu d'engager les procédures d'enquêtes publiques afin de permettre :

- l'acquisition, si besoin par expropriation, du foncier nécessaire sur les emprises du projet,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'environnement, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur. En complément du dossier loi sur l'eau, on distingue :

- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général,
- le dossier d'enquête parcellaire.

Il est également proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité du quartier de la Céreirède face au ruissellement pluvial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique, à la déclaration d'intérêt général et parcellaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), de la Déclaration d'Intérêt Général (DIG) et des éventuelles procédures d'expropriation,
- requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants,
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R.232-1 du Code de l'expropriation,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de Métropole de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72114-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.